

Monténégro : « L'essentiel est de commencer à démanteler le système Đukanović »

[Courrier des Balkans](#) | De nos envoyés spéciaux à Ulcinj | jeudi 29 octobre 2020

Alors que les négociations de formation du nouveau gouvernement patinent, Dritan Abazović, le dirigeant du mouvement civique URA, membre de la coalition Noir sur Blanc, réaffirme ses objectifs : s'attaquer à la corruption et au crime organisé, poursuivre l'intégration euro-atlantique et tenter de sauver l'économie du Monténégro, tout en préparant une transition écologique. Le temps presse.

Propos recueillis par Jean-Arnault Dérens et Laurent Geslin



Dritan Abazović

© Laurent Geslin / CdB

Dritan Abazović est le dirigeant du mouvement civique URA, membre du Parti des Verts européens et pilier de la coalition Noir sur Blanc, qui fait partie des vainqueurs des élections législatives du 30 août.

Cet article est publié avec le soutien de la fondation Heinrich Böll Paris.

Le Courrier des Balkans (CdB) : Le nouveau gouvernement sera-t-il bientôt formé ? Quels sont les points qui posent problème ?

Dritan Abazović (D.A) : Nous sommes toujours en discussion, mais l'essentiel a été posé dès l'accord du 7 septembre, par lequel les trois coalitions victorieuses se sont engagées à former un gouvernement technique, mais aussi à ne pas remettre en cause les symboles nationaux du Monténégro, ni les engagements internationaux du pays, qu'il s'agisse de l'adhésion à l'Otan, de la perspective européenne ou encore de questions sensibles comme la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo. Néanmoins, former un gouvernement n'est jamais facile, et l'échéance du 8 novembre sera sûrement difficile à tenir. Je pense que le nouvel exécutif pourra être formé autour du 15 novembre. Les partis qui constituent la nouvelle majorité gouvernementale ont des visions très différentes, notamment en terme de politique étrangère. Le mouvement civique URA et la coalition Noir et Blanc ont toujours soutenu l'adhésion du Monténégro à l'Otan, et c'est à ce titre que nous demandons d'avoir un droit de regard sur les services de sécurité, la police, l'armée et les services secrets. Cela permettrait de garantir les engagements de notre pays envers l'Alliance atlantique. Nous avons d'ailleurs là-dessus le soutien de Bruxelles, de Washington et des ambassades occidentales.

CdB : Sur quels objectifs politiques les différents partis de la majorité peuvent-ils s'accorder ?

D.A. : Sur de nombreux points. Notre priorité est de lutter contre le crime organisé et, après trente années de corruption généralisée, nous avons fait un premier pas décisif en montrant que le système de Milo Đukanović pouvait tomber. Nous allons très vite organiser un *screening* des fonctionnaires des administrations publiques : tous ceux qui ont un patrimoine supérieur à 500 000 euros devront justifier l'origine de leurs biens. Les cadres de l'ancien régime vont faire de l'obstruction, car le DPS a partout des hommes qui lui sont fidèles, au sein de la police, de la justice, de la direction des impôts. Il sera nécessaire de renvoyer un certain nombre des responsables de ces services publics dans les six prochains mois. Le secteur qui doit être réformé en priorité est celui de la justice. C'est pourquoi nous allons immédiatement remplacer le procureur général.

CdB : Le Front démocratique (DF), principale force de la coalition Pour l'avenir du Monténégro, souhaite remettre en cause le caractère technique du gouvernement...

D.A. : En effet, ses dirigeants réclament des postes ministériels. Avant les élections, c'est toujours facile de dire « tous ensemble, on va gagner ! », mais ensuite, chacun veut sa part du gâteau. Ce qui est normal. Mais le mandataire chargé de former le gouvernement, Zdravko Krivokapić, s'est clairement engagé en faveur d'un gouvernement technique, une position que nous partageons. Plusieurs dirigeants du DF ont été condamnés à des peines de prison ces dernières années. Leurs procès n'étaient sûrement pas équitables, mais cela ne serait pas une bonne idée qu'ils deviennent ministres...

CdB : Pensez-vous que le gouvernement pourra tenir ?

D.A. : On verra bien ! On a prouvé qu'il était possible de faire tomber le régime. C'est la première fois que le Monténégro connaît une alternance démocratique. On verra ensuite si ce gouvernement peut tenir un an, deux ans, ou seulement six mois... L'essentiel est de se mettre au boulot. De nouvelles élections suivront, où des options politiques et idéologiques différentes pourront s'exprimer. Même si le Parti démocratique des socialistes (DPS) de Milo Đukanović devait revenir au pouvoir, ce ne serait plus le même, il n'aurait plus l'arrogance que donne le pouvoir absolu, car il a compris qu'il pouvait perdre des élections... Les diplomates européens nous soutiennent, mais ils sont plein d'exigences. Certains m'ont demandé si nous allions nous associer aux sanctions européennes contre la Biélorussie, mais je leur ai répondu que la Biélorussie, c'était ici également, au Monténégro, et que nous avons réussi à faire tomber le Loukachenko des Balkans !

CdB : Vous insistez sur le contrôle des institutions de sécurité, mais coalition Pour l'avenir du Monténégro se focalise sur les questions nationales et identitaires. N'est-il pas risqué pour le pays de laisser ces enjeux aux courants pro-serbes ?

D.A. : Toutes les communautés du Monténégro doivent être associées au pouvoir, les Albanais, les Bosniaques, les Croates, les Monténégrins et bien sûr les Serbes. Mais en insistant de manière trop appuyée sur les questions nationales, les partis pro-serbes font directement le jeu de Milo Đukanović et de

son DPS. C'est leur donner les meilleurs des arguments pour prétendre que le Monténégro va disparaître, ce qui n'est bien sûr pas vrai !

CdB : Pour l'instant, les partis politiques représentant les minorités nationales ne soutiennent pas le gouvernement...

D.A. : Une des listes albanaises participera à la nouvelle majorité. Par contre, c'est vrai que le Parti bosniaque (BS) a rejeté nos ouvertures... Mais ce n'est pas grave : même si le BS n'est pas dans la majorité, il y aura d'autres représentants bosniaques. Il y en a dans la coalition Noir sur Blanc ! Il ne faut pas réfléchir comme au Kosovo, où la Lista Srpska, les « Serbes de Vučić », prétend avoir l'exclusivité de la représentation des Serbes !

CdB : La saison touristique a été catastrophique et la prochaine risque ne pas être très bonne non plus. Comment sauver l'économie du Monténégro ?

D.A. : Nous sommes effectivement dans une situation très difficile. La décision du précédent gouvernement de fermer cet été les frontières aux citoyens des États voisins, ainsi qu'aux ressortissants russes, a été catastrophique pour le secteur touristique et nous avons sûrement perdu 500 à 600 millions d'euros. La crise va être très dure. Nous comptons sur l'aide de l'Union européenne, mais nous savons qu'elle a ses propres problèmes... Pour relancer l'économie, il va falloir nous appuyer sur les points forts du Monténégro, en particulier sur son patrimoine naturel. Il faut que nous devenions un véritable État écologique, que nous investissions dans les énergies vertes, dans un tourisme raisonné. Il faut que les touristes qui visitent notre pays aient de l'eau et de l'électricité durant l'été, qu'ils se déplacent sur de bonnes routes... Le Monténégro ne compte que 600 000 habitants, il est possible que tout le monde puisse bien vivre. Ces trente dernières années, les bâtiments illégaux se sont multipliés sur la côte, on estime que 100 000 à 200 000 constructions n'ont jamais été enregistrées. Il ne s'agit pas de détruire ces bâtiments, il faut les légaliser et stopper le processus de destruction des espaces naturels. Il faut également que cessent au plus vite tous ces projets de mini-centrales hydroélectriques.

CdB : Certains projets sont déjà stoppés, mais ne craigniez-vous pas que les investisseurs se retournent contre le gouvernement et ne demandent des compensations financières ?

D.A. : C'est le point délicat. Nous sommes néanmoins en mesure de prouver que beaucoup de contrats passés avec ces investisseurs étaient illégaux.

CdB : Votre mouvement, URA, est membre du Parti des Verts européens. C'est la première fois qu'un parti vert va accéder au pouvoir dans les Balkans.

D.A. : En effet. Mais il faut bien comprendre que les politiques vertes, les nouveaux choix dictés par la transition écologique s'imposent à tous et ont un soutien de plus en plus large dans les opinions. C'est une tendance européenne qui va bien au-delà des partis verts.